



Programme Cameroun INFOS

Le magazine trimestriel d'Information du Programme Cameroun
de l'Union internationale pour la conservation de la nature

Edition N° 4



PROGRAMME CAMEROUN INFOS

Edition N° 4

Programme Cameroun

B.P. 5506 Yaoundé Cameroun

Tel: +237 22 21 64 96

Fax: +237 22 21 64 97

cameroon@iucn.org

www.iucn.org/fr/propos/union/secretariat/bureaux/paco/cameroun

Directeur de Publication :

Rémi JIAGHO

Chargé des programmes

Rédaction :

Equipe Technique du

Programme Cameroun

Design & Lay out :

Winnie KITIO T.

Collaborateurs et crédit photos :

Chefs et assistants de projets

Points focaux

Le personnel du Programme Cameroun

Dans ce numéro:

Editorial..... 3

Qui sommes nous 3

LES NOUVELLES

Deux éléphants bagués dans le Parc National de Sena Oura au Tchad pour leur suivi et la lutte contre le braconnage..... 4

Des infrastructures de stockage et de conservation réceptionnés dans le Parc National de Zakouma..... 5

Les gestionnaires du Complexe transfrontalier BSB « Yamoussa » font le bilan de l'accord de coopération entre le Cameroun et le Tchad 6

Des études sur les grands singes et l'interaction entre les activités anthropiques et les activités humaines conduites dans le Parc National de la Lobéké 7

La région du Sud Cameroun sensibilisée sur le Programme de Réduction des Emissions 8

Des élèves du Club AMIS de la Nature du collège BLAISE PASCAL en visite à l'UICN 9

Lutte contre la criminalité faunique : la plateforme AFRICA-TWIX est opérationnelle 10

LE ZOOM

Projet « Appui à la conservation et à l'implication des populations riveraines dans la cogestion des ressources naturelles de la Réserve de Biosphère du Dja (RBD)11

L'INTERVIEW

Madame ATEBA NGAMOUGOU Claire, Groupe de Travail National Genre pour la REDD+..... 13

LE SAVIEZ-VOUS?

Parc National de Zakouma : un riche patrimoine tchadien à valoriser 16

Le magazine ***Programme Cameroun Infos*** est une publication trimestrielle conçue pour communiquer sur les activités du programme Cameroun de l'UICN.

Il est disponible sur www.iucn.org/fr/propos/union/secretariat/bureaux/paco/cameroun

EDITORIAL

Chers lecteurs,

C'est toujours avec un grand plaisir que nous partageons avec vous ce magazine trimestriel d'information, qui est une vitrine de nos activités et réalisations, après chaque trimestre suivant la vision globale de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) qui est « **un monde juste, qui valorise et conserve la nature** ».

Au cours du dernier trimestre, nous avons poursuivi la conduite des initiatives entreprises dans le cadre de la lutte contre le braconnage, de la gestion des aires protégées, de la sensibilisation et de la communication et de la REDD+ dans les zones du programme de réduction des émissions (ER-PIN) du Cameroun.

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à vous rendre sur notre site internet au lien www.iucn.org/fr/propos/union/secretariat/bureaux/paco/cameroun ou écrivez-nous à l'adresse cameroun@iucn.org.

Bonne lecture et à bientôt dans un prochain numéro. /

Charles BASSAMA
Assistant technique

QUI SOMMES NOUS ?



Vue du siège social du Programme Cameroun au Cameroun

L'UICN intervient au Cameroun et dans la sous-région Afrique centrale depuis 1992 dans les domaines de la gouvernance des ressources naturelles, des aires protégées, des forêts, des ressources en eau et des zones humides, des zones côtières et marines et du changement climatique.

Le Programme Cameroun de l'UICN a pour but de contribuer à la conservation de la diversité biologique et à l'amélioration des conditions d'existence des populations en collaboration avec les parties prenantes à tous les niveaux (local, national, régional et international). Notre mission qui s'aligne sur la mission globale de l'UICN est d'influer sur les sociétés du monde entier, les encourager et les aider à conserver l'intégrité de la nature, et veiller que toute utilisation des ressources soit équitable et écologiquement durable. Le Programme Cameroun de l'UICN intervient dans plusieurs sites au Cameroun, dont plusieurs sont transfrontaliers avec les pays riverains.

Deux éléphants bagués dans le Parc National de Sena Oura au Tchad pour leur suivi et la lutte contre le braconnage

Le braconnage met en péril la survie des éléphants de savane et pourrait conduire à terme à leur disparition dans la sous région de l'Afrique centrale. A titre d'exemple, l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) rapporte que le braconnage à l'intérieur des pays et le braconnage transfrontalier ont considérablement réduit les populations d'éléphants d'Afrique, passant de 10 millions, il y a 5 ans, à près de 700 000 individus aujourd'hui. Tout ceci représente une grande menace pour la biodiversité et fait appel à des mesures fortes pour combattre le fléau de la criminalité faunique.

Afin de lutter contre ce phénomène qui prend de l'ampleur, une opération de baguage de deux éléphants a été conduite en février 2016 dans le Parc National de Sena Oura au Tchad. L'opération a consisté à placer un collier autour du

cou de deux éléphants par une combinaison d'actions terrestre et aérienne. Les colliers apposés sur les deux animaux émettent des signaux captés par des satellites.

Cette technique rend possible le suivi des mouvements, la collecte des données sur des couloirs de migration de ces pachydermes afin de mieux les protéger dans leur espace biologique. De plus, l'opération menée renforcera la surveillance du Parc National de Sena Oura et la lutte contre le braconnage de ses éléphants.

Cette initiative est le fruit d'une collaboration entre l'UICN à travers son bureau Cameroun, African Parks Network (APN), le Gouvernement de la République du Tchad, la Coordination de la Stratégie Éléphant du Tchad, le Zoo de Caroline du Nord et

les autres acteurs de ce site.

Elle intervient dans le cadre des initiatives de lutte contre la criminalité faunique de l'UICN et de ses partenaires, et surtout de la mise en œuvre de l'accord de collaboration transfrontalière signée entre le Tchad et le Cameroun pour la gestion du complexe des aires protégées transfrontalières de Bouba Ndjidda (Cameroun) et Sena Oura (Tchad).

L'opération s'est faite avec la collaboration et l'appui financier, technique et institutionnel de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC), la Commission pour les Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC), la Banque Africaine de Développement (BAD) et du Fonds Mondial pour la Nature (WWF).

Kyeblouabé Signaboubo Z.
Assistant Technique



Pistage d'éléphants par l'équipe de baguage



Pose du collier du cou d'un éléphant immobilisé

Des infrastructures de stockage et de conservation réceptionnés dans le Parc National de Zakouma

La mise en œuvre du projet « **Aménagement participatif et gouvernance des ressources naturelles de la zone périphérique du Parc National de Zakouma** » prévoit la construction d'infrastructures au bénéfice des populations des villages et des zones périphériques au Parc National de Zakouma. Ces dernières ont pour vocation de répondre aux difficultés rencontrées par les populations dans la conservation des produits issues de leurs activités et de mieux gérer les ressources naturelles de la zone.

Dans cette lancée, 03 magasins de stockage et un parc à vaccination ont été construits en faveur de quatre villages du Parc National de Zakouma. Une cérémonie de réception des dites infrastructures s'est tenue en mars 2016, sous la présidence du sous-préfet de la localité et du délégué régional du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED) du Cameroun.

La cérémonie a permis d'assurer le suivi des recommandations du comité de pilotage du projet dans la zone, de montrer le dispositif local de gestion des infrastructures réceptionnées aux autorités locales et d'inciter leur implication dans la gestion durable de ces

dernières et des ressources naturelles du Parc.

Qu'est ce qu'un parc de vaccination ?

Le Parc de vaccination est un enclos réservé à la vaccination du bétail domestique. La zone sud du Parc de Zakouma est un lieu de concentration de bétail pendant la saison sèche après la transhumance du Nord en saison de pluie. Pendant leur parcours, les animaux sont sujets à des maladies liées aux aléas climatiques.

La pratique de vaccination traditionnelle consiste à couper les arbres et faire une haie morte pour effectuer l'opération. Les conséquences liées à cette pratique sont entre autres la destruction de façon continue du couvert végétal, les

accidents sur les éleveurs et agents vaccinateurs. Elle se fait toute l'année et dans des endroits différents suivant la disponibilité des grands arbres.

La mise en place d'un parc de vaccination moderne est une réponse face à cette pratique destructive du couvert végétal qui se fait de façon itérative. Elle permet de diminuer les dommages sur le couvert végétal, les humains et les animaux lors de l'opération.

Abdramane Chaibo H.
Chef de projet



Parc de vaccination réceptionné

Les gestionnaires du Complexe transfrontalier BSB « Yamoussa » font le bilan de l'accord de coopération entre le Cameroun et le Tchad

Du 15 au 16 février 2016 s'est tenue à Pala au Tchad, la 3^{ème} session du Comité Binational de Planification et d'Exécution (CBPE) du complexe transfrontalier BSB « Yamoussa ». Cette session avait pour but de faire un état des lieux de l'accord de coopération entre les gouvernements de la République du Cameroun et celui du Tchad, relatif à la création et à la gestion concertée du complexe transfrontalier Bouba-Ndjidda/Sena-Oura.

Au total 30 personnes ont participé à cette rencontre organisée par les gestionnaires du complexe transfrontalier Bouba-Ndjidda/Sena-Oura, sous le patronage du gouverneur du Mayo-Kebbi Ouest avec l'appui financier de l'UICN. Les participants ont

entre autres formulé les recommandations suivantes :

- mettre en place les différents organes de l'accord de coopération conformément au chapitre 5 de l'accord;
- appuyer la mise en œuvre du plan d'action opérationnel du CBPE en collaboration avec les partenaires au développement ;
- nommer les points focaux chargés de la mise en application de l'accord de coopération dans les ministères en charge de la Faune et des Forêts des pays Parties ;
- accélérer le processus de relocalisation des villages se trouvant à l'intérieur des limites officielles du complexe BSB Yamoussa.

Au terme des deux jours de travaux de cette session, tous les participants ont été édifiés sur le contenu de l'accord Tchad-Cameroun, les résultats de la mise en œuvre du plan d'action opérationnelle du CBPE. Par la même occasion, les activités principales du complexe pour 2016 ont été présentées et la stratégie de communication transfrontalière validée.

Rappel

L'accord binational entre le Tchad et le Cameroun a été signé en aout 2011 à Yaoundé au Cameroun. Le Comité bi-national de Planification et d'Exécution (CBPE) est l'organe de planification et d'exécution à la base des activités du BSB Yamoussa. Il a pour mission de mettre en œuvre la politique adoptée par le Comité Bi-national de Supervision et d'Arbitrage (CBSA), de préparer les plans de travail et les budgets annuels consolidés, de préparer les projets de protocole d'accord, d'assurer la coordination de l'exécution des activités du BSB Yamoussa, de veiller à l'application des dispositions des protocoles d'accord et d'assurer la circulation de l'information et de préparer les rapports annuels.

Kyeblouabé Signaboubo Z.
Assistant Technique



Vue sur les officiels présents à la cérémonie

Des études sur les grands singes et l'interaction entre les activités anthropiques et les activités humaines conduites dans le Parc National de la Lobéké

Deux études ont été conduites au cours des mois de janvier et février 2016, dans le cadre du projet « **Promotion des Bénéfices Mutuels pour les Communautés Locales et la Conservation des Grands Singes Face aux Activités Extractives dans la Région de Lobéké au Sud-Est du Cameroun** », financé par la fondation ARCUS et mis en œuvre par le Programme Cameroun de l'UICN. Ces études portaient sur la chasse villageoise focalisée sur les grands singes et sur l'influence des activités anthropiques sur leur répartition spatiale.

La première étude avait pour objectif de caractériser la chasse villageoise focalisée sur les grands singes, notamment les gorilles et les chimpanzés. Pour une bonne analyse de la situation, des données ont été collectées dans tous les villages et site forestier de la périphérie du Parc National de Lobéké.

L'étude révèle que 14 gorilles ont été abattus au cours de l'année 2015 et que les principales raisons de la chasse sont les rencontres occasionnelles et la protection des cultures. La viande issue de cette chasse est vendue dans la plus part des cas sous forme boucanée. Sa commercialisation ne permet pas d'avoir une rentabilité avérée compte tenu de la dangerosité de cette pratique et de la difficile manutention des dépouilles (viande trop



Gorille dans son habitat naturel

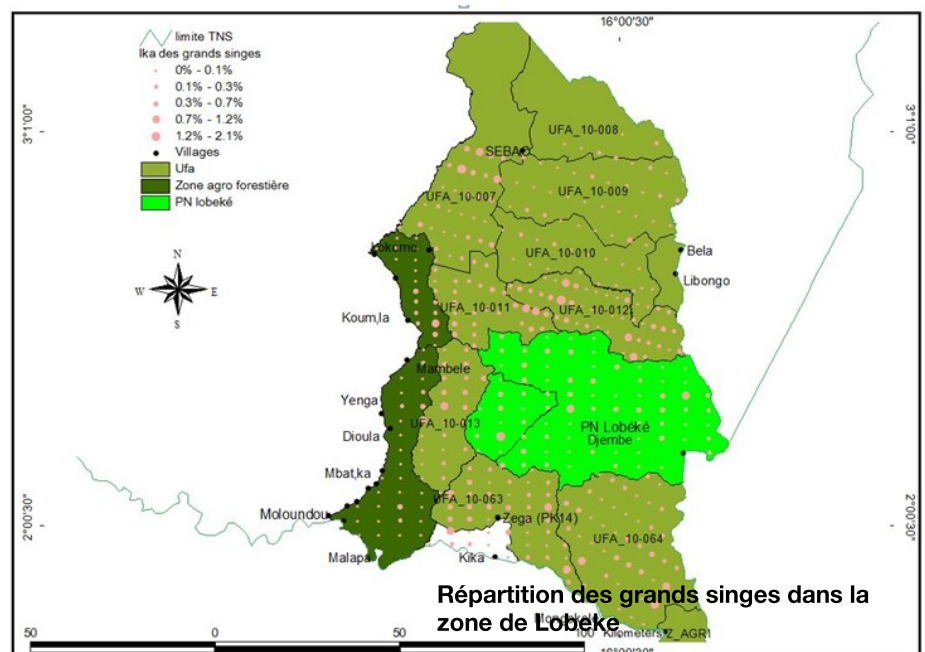
dense). De plus, l'on note que les textes réglementaires régissant l'utilisation des armes à feu, principal outil de chasse, sont très peu connus.

La seconde étude s'est déroulée en deux temps : la collecte des données sur les activités humaines faites par deux équipes sur l'ensemble de la zone et des inventaires fauniques faits par WWF sur la même zone. Cette étude a permis de relever la présence humaine dans toute la zone. De même, les grands singes sont présents dans l'ensemble de la zone : les gorilles sont plus abondants à l'extérieur du Parc et la

tendance est inversée pour les chimpanzés.

L'interaction entre les activités anthropiques et les activités humaines montre qu'il y a une faible présence des grands singes autour des concentrations humaines excepté autour des campements relativement sécurisés comme ceux des safaris et des camps de gardiens des sociétés forestières. Néanmoins, l'on note une forte présence des gorilles autour de certaines catégories d'exploitation comme l'exploitation forestière. Cette présence s'explique par leur alimentation car ils préfèrent les jeunes pousses issues de la perturbation de la végétation dues aux différentes opérations de l'exploitation forestière.

Charles BASSAMA
Assistant technique



La région du Sud Cameroun sensibilisée sur le Programme de Réduction des Emissions

Le Cameroun s'est engagé dans le Programme de Réduction des Emissions (PRE), cependant, sa première proposition de note d'idée (ER-PIN) n'a pas été retenue. Pour assurer une intégration et la participation des parties prenantes à la base, le Ministère de l'Environnement du Cameroun à travers le Secrétariat Technique REDD+ avec l'appui de l'UICN à travers le projet Towards ProPoor REDD+ Phase II, a organisé des ateliers de sensibilisation et de consultation des parties prenantes dans les 7 départements qui constituent la zone du programme.

C'est dans ce cadre que se sont inscrits les ateliers de sensibilisation et de consultation des parties prenantes des zones d'intervention du Programme de réduction des émissions (ER-PIN), qui se sont tenus à

Ebolowa et Ambam dans région du Sud Cameroun en mars 2016.

Les ateliers avaient pour objectif de sensibiliser et consulter les parties prenantes et les communautés locales afin d'assurer une approche basée sur les communautés. Au cours de ces rencontres, les participants ont été sensibilisés sur la REDD+ et son évolution au Cameroun, ainsi que sur le lien entre la REDD+ et le ER-PIN. Les participants ont exprimé leurs inquiétudes et doléances aux équipes du Secrétariat Technique REDD+, notamment la prise en compte des groupes vulnérables dans la mise en œuvre de la REDD+.

Des groupes de travail ont été formés et ont permis aux participants de discuter des aspects clés du Programme que sont :

- les objectifs du ER-PIN ;
- les moteurs de la déforestation identifiés dans la zone du programme ;
- les options et activités proposées pour réduire la déforestation ;
- les co-bénéfices issus de la mise en œuvre des activités du programme ;
- le cadre de partage des bénéfices et de gestion des conflits ;
- le cadre institutionnel de gestion et de mise en œuvre du programme
- le rôle des différentes parties prenantes.

Au terme des ateliers, les avis et préoccupations des participants sur les aspects clés du Programme de Réduction des Emissions (PRE) ont été recueillis et leurs recommandations enregistrées.

Charlotte EYONG A.
Coordonnatrice de projet



Photo de famille des participants à l'atelier

Des élèves du Club AMIS de la Nature du collège BLAISE PASCAL en visite à l'UICN

Les élèves du Club AMIS de la Nature du Collège BLAISE PASCAL de Yaoundé ont rendu visite au Programme Cameroun de l'UICN en mars 2016, dans le cadre de leurs activités liées à la connaissance de l'Environnement.

Accompagnés de leur encadreur en la personne de madame Chancelline CHOUEGWO, ils étaient 26, issus des classes de 6^{ième}, 5^{ième} et 4^{ième}. Soucieux d'étancher leur soif de connaissance sur l'environnement et la

conservation de la biodiversité, les jeunes élèves n'ont pas fait l'économie des questions qu'ils ont posées à l'équipe du Programme Cameroun qui les a reçu. Ainsi, ces derniers ont été entretenus sur la mission, la vision et les activités de l'UICN et son Programme Cameroun.

De plus, ils ont été édifiés sur la lutte contre la criminalité faunique et son impact sur la pérennité des espèces fauniques de la sous région Afrique Centrale, et le

changement climatique dont les conséquences interpellent ces jeunes, notamment à travers les activités quotidiennes de gestion des ordures qu'ils mènent dans leurs espaces de vie respectifs. Un lot de document de sensibilisation leur a été remis à la fin de la visite, pour assurer l'appropriation et la dissémination des messages qui leur ont été véhiculés par l'équipe de l'UICN.

Constantin P. YAP
Radio Environnement



Les élèves du club très attentifs pendant que leur camarade échange avec l'équipe de l'UICN

Lutte contre la criminalité faunique : la plateforme AFRICA-TWIX est opérationnelle

La plateforme d'échange d'information AFRICA TWIX est opérationnelle depuis le 15 mars 2016. Elle regroupe plus de 70 opérateurs responsables de la mise en œuvre de la CITES dans 4 pays pilotes visés par le projet (Cameroun, Congo, Gabon et République Démocratique du Congo). AFRICA TWIX est une nouvelle plate-forme mise en place pour promouvoir la collaboration entre les organismes d'application de la loi engagés dans la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages, et les

activités criminelles qui y sont liées. Basée sur l'expérience tirée du système d'échange d'information EU-TWIX, utilisé par le personnel responsable de l'application de la loi à travers l'Europe depuis plus d'une décennie, la gestion de l'AFRICA-TWIX, comme celle de l'EU-TWIX, est assurée par TRAFFIC au nom des organismes d'application de la loi et des gouvernements. Le projet concerné est exécuté en partenariat avec la Commission des Forêts d'Afrique centrale (COMIFAC). Lancé depuis le

1^{er} septembre 2015, le projet est financé par la coopération allemande dans le cadre du programme *Polifund*, mis en œuvre par la GIZ, au nom du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et le Ministère fédéral allemand de l'Environnement, la Conservation de la Nature, du bâtiment et de sûreté nucléaire (BMUB).

Louissette NGO YEBEL
Responsable Communication
TRAFFIC



Photo de famille de la plate forme

Gérer durablement les ressources biologiques de la Réserve de Faune du Dja (RFD) au Cameroun

La Réserve de Faune du Dja (RFD) représente 18% du territoire national du Cameroun avec une superficie de 526 000 hectares. Elle a été inscrite en 1987 sur la liste des sites du patrimoine mondial parce qu'elle héberge de nombreuses espèces rares, qui subissent cependant de fortes pressions dues aux activités du secteur minier, au développement des exploitations forestières, agricoles, industrielles et à la chasse commerciale.

C'est fort de cette lecture que l'UICN en collaboration avec le service de la conservation de la réserve a sollicité et obtenu auprès du Réseau des Aires Protégées d'Afrique Centrale (RAPAC), un financement pour mettre en œuvre le projet intitulé « **Appui à la conservation et à l'implication des populations riveraines dans la cogestion des ressources naturelles de la Réserve de Biosphère du Dja (RBD)** », projet qui s'inscrit dans le cadre du programme ECOFAC V (10^{ième} FED).

Le projet, qui comprenait deux axes d'intervention dont la protection/l'intégrité de la réserve et l'implication des communautés et la valorisation des

ressources naturelles, visait principalement à **contribuer à la gestion durable des ressources biologiques de la réserve à travers une implication effective des populations locales.**

Plusieurs activités ont été mises en œuvre dans le cadre de ce projet à savoir entre autres :

- **la matérialisation de la réserve** : par le biais de 28 plaques de signalisation qui y ont été implantées ;
- **la sensibilisation des parties prenantes** : à travers des outils de sensibilisations tels que des affiches et des boîtes à images, qui ont été produits et distribués dans toute la réserve et ses zones périphériques ;
- **la mise en œuvre des activités génératrices de**

revenus : 4 pêcheries ont été aménagées, 10 hectares de champs maraichage et banane plantain ont été mis en place et 7 étangs piscicoles réhabilités ;

- **la promotion de l'écotourisme** à travers le renforcement des capacités des personnes travaillant sur l'écotourisme et la construction d'un musée et d'un mirador ;
- **le renforcement des capacités des populations** : les plates formes de concertation créées en 2008 étant restées inactives, le projet a facilité leur redynamisation et le processus de révision du plan d'aménagement de la réserve a été enclenché.



Construction du four pour le séchage du poisson

Gérer durablement les ressources biologiques de la Réserve de Faune du Dja (RFD) au Cameroun

Des acquis :

- Un inventaire des espèces fauniques de la réserve ;
- Une dotation de la réserve en équipements, en matériels scientifiques et de camping ;
- La matérialisation de 103 km de limites terrestres ;
- L'implantation de 28 plaques dans les entrées de la réserve et les grands carrefours menant à la réserve ;
- La production de 500 dépliants, 03 boîtes à images et 250 affiches pour la sensibilisation ;
- La mise en place de 05 ha de cultures diverses avec des techniques agricoles modernes ;
- La réhabilitation de 07 bassins d'étangs ;

- La construction d'une maison d'artisanat et d'un mirador.



Des leçons apprises :

Le projet est arrivé à son terme en juin 2015, après deux ans de mise en œuvre. Il aura permis de retenir les leçons suivantes, utiles dans la conduite d'autres initiatives de conservation :

- l'implication des éco gardes a favorisé l'exécution et la réussite

de certaines activités du projet avec peu de moyens et de temps ;

- l'implication des ministères sectoriels dans la mise en œuvre des activités génératrices de revenus a facilité l'appropriation des populations, la réussite des activités et leur suivi ;
- la construction des fours schokor a permis de réduire la demande en bois de plus 80% évitant ainsi la dégradation de la forêt. Ce qui mène à une réduction du temps imparti pour le séchage et une maximisation des rendements de pêche.

Rémi JIAGHO
Chargé de Programme



Réhabilitation de l'étang de Bifolone dans un village Baka autour de la réserve

« La non-implication des femmes au dialogue public et dans la prise de décisions dans le processus REDD+ aboutirait simplement à une catastrophe ! »



Le Cameroun considère la REDD+ comme un moyen de lutte contre les changements climatiques et contre la pauvreté. La dimension nationale que le pays donne à la REDD+ implique que tous les acteurs soient appelés à contribuer à sa mise en œuvre. C'est à ce titre qu'un Groupe de Travail National genre pour la REDD+ a été créé le 31 mars 2015 à Nkolandom- Ebolowa afin de fournir la matière de base qui puisse rendre la stratégie nationale REDD+ sensible aux préoccupations EFH (égalité femmes-hommes). Nous avons eu un entretien avec la Coordonnatrice dudit groupe en la personne de madame ATEBA NGAMOUGOU Claire.

De nombreuses études de cas et leçons apprises relèvent que les femmes sont les principales utilisatrices des ressources forestières au Cameroun. Est-ce à dire qu'elles seraient responsables du changement climatique que la REDD+ veut adresser ?

Effectivement, les femmes (surtout rurales) en tant que principales pourvoyeuses de la production vivrière et maillon important de la chaîne de sécurité alimentaire constituent une cible privilégiée à laquelle s'adresse la REDD+ au Cameroun.

Une stratégie nationale genre pour la REDD+ a été élaborée. Quelle en est la pertinence ?

La mise en œuvre de la Stratégie nationale Genre pour la REDD+ va aider à procéder à l'analyse préalable des rôles, responsabilités,

besoins des hommes et des femmes dans le cadre du mécanisme REDD+ au Cameroun en vue d'anticiper sur les possibles déséquilibres dans le pouvoir, la richesse, la charge de travail entre hommes et femmes dans le processus REDD+.

Par ailleurs, elle va assurer l'implication effective et la prise en compte des femmes dans la mise en œuvre des actions à dérouler.

En quoi est-ce que la mise en œuvre du processus REDD+ au Cameroun sans l'implication des femmes peut constituer un risque ?

La définition des actions à mettre en œuvre dans la REDD+ sans une véritable voix des femmes, surtout rurales, va affecter considérablement leurs activités, et partant, va hypothéquer la réussite du mécanisme REDD+ au Cameroun. Et pour cause :

les options de mise en œuvre de la REDD+ concernent les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la foresterie et de l'énergie.

Les femmes constituent un acteur clé de gestion des ressources forestières au Cameroun du fait qu'elles pèsent plus de 80% de la production agricole et qu'elles garantissent presque entièrement l'autosuffisance alimentaire des familles !

Les questions de dégradation significative de l'écosystème forestier, d'accès à la terre, à la propriété foncière, aux ressources financières ou aux techniques agricoles modernes les concernent au premier chef. Par conséquent, la non-implication des femmes au dialogue public et dans la prise de décisions dans le processus REDD+ aboutirait simplement à une catastrophe !

« La non-implication des femmes au dialogue public et dans la prise de décisions dans le processus REDD+ aboutirait simplement à une catastrophe ! »

Comment pensez-vous que la stratégie nationale genre pour la REDD+ puisse concrètement être mise en œuvre à l'échelle locale ?

La mise en œuvre de la Stratégie Nationale Genre pour la REDD+ se doit, pour être efficace, de s'arrimer d'abord aux principales articulations du processus REDD+ en déploiement au Cameroun, puis de réunir des moyens matériels et financiers suffisants pour couvrir des besoins précis que sont entre autres :

- un travail coordonné entre les différents maillons de la chaîne du Groupe de Travail Genre REDD+ du Cameroun;
- une identification et une localisation des organisations de la société civile opérationnelles et

pertinentes au niveau des villages, des communes, des départements pour les mettre en synergie ;

- une association des leaders locaux aux activités de consultation en cours et relatives à la validation des études clés menées sur le terrain en lien avec la REDD+ ;
- une production et une dissémination des informations complètes et simplifiées relatives au niveau d'avancement du processus REDD+ au Cameroun, pour une meilleure appropriation de toutes les parties prenantes ;
- un renforcement des capacités des populations à la base – particulièrement des femmes et des jeunes par la démonstration pratique de nouvelles techniques

culturelles, des techniques de conservation et de gestion durable des forêts, des techniques de construction des foyers améliorés (comme alternative au bois de chauffe par exemple) ;

- une représentativité effective des organisations de la société civile actives localement aux instances de prise de décision prévues dans le dispositif institutionnel de la REDD+ au Cameroun ;
- une sélection de quelques initiatives locales portées par des leaders féminins ou de jeunes actifs sur le terrain ; les accompagner pour en faire des projets pilotes REDD+.

*Propos recueillis par
Winnie KITIO*



Mai 2016 :

- Comité de pilotage du projet de sécurisation des moyens d'existence des communautés pour le développement durable du Parc National de Waza et sa périphérie ;
- Formation des éco gardes des Parc National de Séna Oura sur le renseignement, la surveillance et l'intervention en matière de la lutte anti braconnage ;
- Participation à la commission de validation des inventaires fauniques réalisés dans le massif de Ngog Mapubi/ Dibang ;
- Atelier de formation des agents communaux à l'accueil et au guidage des touristes.

Juin 2016:

- Atelier d'évaluation de l'impact des activités pilotes REDD+ sur le carbone stocké et les émissions de carbone évité dans les parcelles pilotes du TNS et TRIDOM ;
- Atelier de formations des journalistes et animateurs des radios communautaires sur l'importance de la faune et les techniques de communication sur la lutte anti-braconnage à Sena Oura ;
- Organisation du voyage d'étude avec les mairies de Dibang et Ngog Mapubi dans 2 sites écotouristiques à savoir la mefou et le site d'Ebogo.

GALERIE IMAGES

Activités menées dans le cadre du projet « **Appui à la conservation et à l'implication des populations riveraines dans la cogestion des ressources naturelles de la Réserve de Biosphère du Dja (RBD)** »: (1) vidange d'un étang à Lomié, (2) plaques de sensibilisation, (3) formation à l'utilisation d'un GPS pour l'inventaire, (4) formation des éco gardes et (5) délimitation d'un champ.





Parc national de Zakouma : Un riche patrimoine tchadien à valoriser !

Crée en 1963, le Parc National de Zakouma (PNZ) est situé au Sud-Est du Tchad et recouvre une superficie totale de 2.060.000 ha avec sa réserve de faune appelée Bahr Salamat. Zakouma compte environ cent quarante huit (148) villages riverains avec une population constituée de groupes ethniques variés, estimée à plus de 529 390 habitants et repartis sur trois régions administratives que sont Salamat, Guéra et Moyen Chari.

Le Parc National de Zakouma et sa zone périphérique sont un vaste réservoir où l'on rencontre une grande diversité d'espèces tant minuscules qu'énormes. On y trouve des herbivores, des carnivores, des rongeurs, des rapaces entre autres tels les éléphants, girafes, buffles, lions, hyènes, phacochères, guépards, crocodiles, hippopotames, autiches et bien d'autres à l'état sauvage dans leurs milieux de vie respectifs.

En plus de ses potentialités floristiques et fauniques énormes, Zakouma dispose des sites et activités socioculturelles de rêve dont certains étaient mis en valeur à l'époque coloniale. L'on peut citer entre autres les plaines de Riguey et de Gara qui renferment des frayères et des zones d'alevinage, constituées pratiquement toutes les espèces de poissons rencontrées dans le bassin tchadien.

Zakouma compte aussi la colline communément appelée « **DJENA** » dans la zone d'Aboudéia où il existe une source d'eau thermale que visitaient dans le passé les touristes avec l'hélicoptère.

La grotte nommée « **DJOUE ABTORCHIE** » et le site de ALKHOURA qui à la forme humaine (personne assise adossée sur une partie de colline et en dessous) sont d'autres joyaux touristiques du Parc National de Zakouma, qui d'ailleurs

constituent des lieux de repos et de loisirs pour les touristes et les communautés locales.

A Zakouma, les touristes peuvent escalader les rochers de Bône et assister aux rites traditionnels liés aux forêts considérées comme consacrées et faites par les populations locales les initiés. Zakouma est marquée par une importante diversité culturelle. On y trouve plusieurs pratiques traditionnelles et activités composées de danses multiformes et variées dont l'« **AMDJAR** » qui est la plus fantastique, la course à dos d'âne, la course de chevaux pratiquée par la population riveraine.

Les potentialités touristiques du Parc National de Zakouma et de sa zone périphérique sont énormes. Elles sont un terrain fertile pour la mise en œuvre d'activités éco-touristiques pour sa valorisation et sa conservation.



Grotte DJOUO ABTORCHIE



Cob de buffon



Tortue



UNION INTERNATIONALE
POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE

Programme Cameroun
B.P. 5506 Yaoundé Cameroun

Tel: +237 222 21 64 96

Fax: +237 222 21 64 97

Email: www.iucn.org

Site web: www.iucn.org/fr/propos/union/secretariat/bureaux/paco/cameroun/